

L'OPINION

DOMPTER LE CAPITALISME DE SURVEILLANCE

Bertrand Jacquillat

Pour lutter contre les dangers que représente le quasi-monopole des Big Tech, il convient de renouer avec la politique antitrust, largement mise en veilleuse depuis les années 1980. En effet, les technologies qu'elles ont développées et les matériaux qu'elles transforment sont en train de changer la nature du capitalisme selon Shoshana Zuboff, professeur à Harvard, qui dénonce dans son tout récent ouvrage « *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for the Future at the New Frontier of Power* », cette nouvelle organisation de la vie économique et sociale.

Le capitalisme de surveillance a vu le jour un peu par hasard avec Google qui à l'origine ne faisait « qu'arrondir ses fins d'exercice » en cherchant à tirer parti de l'accès exclusif qu'avait la société aux données digitales produites par les recherches de ses utilisateurs. Ces données ensuite configurées pour décrire des typologies de comportement permirent de mieux calibrer les messages publicitaires en fonction du profil de leurs destinataires. Pour ce faire, Google recruta une star de la micro-économie, Hal Varian, professeur d'économie à UC Berkeley en le bombardant *Chief Information Officer*. Celui-ci s'employa à développer des algorithmes pour les faire correspondre à ce type d'utilisation et initia des procédures très agressives de collecte exhaustive d'informations personnelles. Ces opérations furent menées dans le plus grand secret entre 2001 et 2004. Mais le jour où Google s'introduisit en bourse en 2004, le public découvrit que son chiffre d'affaires s'était accru de 3591% en seulement trois ans, passant de 84.4 Mio \$ en 2001 à 3189.2 Mio \$ en 2004. Cette nouvelle affectation des données digitales personnelles a constitué un véritable tournant historique. Facebook s'est engouffré dans la brèche, puis toute la Silicon Valley. Elle a envahi d'autres secteurs de l'économie : l'assurance, la banque, la santé, le commerce de détail, etc. A cet égard, le CEO de Ford, Tim Hackett, soulignait en novembre 2018 l'avantage concurrentiel que Ford avait sur ses concurrents. Ainsi, alors que le parc de voitures vendues par Tesla était inférieur à 200 000, Ford était susceptible de recueillir de multiples données personnelles de ses utilisateurs embarqués dans les quelque 100 millions de ses véhicules en circulation. Comme le soulignait un analyste : « Ford pourrait faire une véritable fortune si la société décidait de monétiser ses données. Et elle n'aurait besoin ni d'ingénieurs, ni d'usines, ni de concessionnaires automobiles pour ce faire. Ce ne serait que pur profit ». Historiquement, le capitalisme s'est développé parce qu'il était inclusif, en réussissant à intégrer dans le monde de l'échange des activités qui échappaient à la dynamique de marché. C'est ce qu'est en train de faire le capitalisme de surveillance qui dessine une nouvelle frontière incluant l'expérience personnelle des individus comme matière première pour établir des profils de comportement utilisables pour la production et l'échange. Ce faisant, le capitalisme de surveillance conduit à de profondes asymétries peu démocratiques en termes d'information, de connaissance, et partant, de pouvoir. Ces nouveaux capitalistes savent tout de nous, tandis que leurs opérations, et ce qui en découle sur le plan de la commercialisation des données nous concernant, sont inconnues de nous. Ils prédisent notre avenir et confisquent notre comportement pour le compte d'autrui en réalisant un gain financier à notre insu. Ce pouvoir de connaître et de modifier le comportement humain, comme l'a illustré de manière spectaculaire le scandale de la manipulation de Cambridge

Analytica à partir des données Facebook, est sans précédent dans l'histoire. Et si rien n'est fait, ce pouvoir ne peut que s'accroître à l'avenir avec les progrès et la généralisation de l'internet des objets et de l'intelligence artificielle. Mais le camp des Big tech est en train de se fissurer sur cet important sujet avec, d'un côté, les sociétés qui exploitent les plateformes de recueil des données personnelles et qui en font commerce, et les autres Big Tech tels que les IBM, Cisco ou encore Apple qui font commerce des produits. C'est ainsi que, dans une déclaration au Parlement Européen à la fin du mois d'octobre 2018, Tim Cook, le CEO d'Apple, a dénoncé le complexe industriel de la donnée avec ses immenses stocks de données personnelles qui ne servent qu'à enrichir les sociétés qui les recueillent. Certes, il est plus facile à Tim Cook, dont la société vend des produits et non pas de publicité ciblée à partir de données personnelles et se trouve donc étrangère à cet écosystème, de prendre la tête du mouvement contre le capitalisme de surveillance.

Pour asseoir ce nouvel écosystème sur des bases équitables et transparentes, Il convient de reprendre l'esprit de ce qu'écrivait Thomas Edison dans une lettre à Henry Ford en 1912 où il soulignait que « la nouvelle civilisation industrielle née avec l'électricité et l'automobile ne pouvait s'accommoder des méthodes anciennes de régulation et devait s'appuyer sur de solides et nouvelles fondations ». La même observation vaut aujourd'hui où il convient de réinventer une régulation de l'Antitrust adaptée au capitalisme de surveillance. Certes, les autorités de Bruxelles ainsi que le Bureau Fédéral des cartels allemands ont déjà pris des dispositions en ce sens mais qui ne concernent que les activités digitales exercées sur leurs territoires.

C'est ce qu'envisage de faire à la fois le Congrès, la Federal Trade Commission et le Department of Justice américains qui considèrent que les données personnelles représentent un actif dont la valeur est au centre de l'économie digitale. Ils suggèrent que les plateformes telles que Facebook ou Google devraient fournir aux utilisateurs sur une base récurrente une estimation de la valeur de leurs données personnelles qu'elles utilisent pour l'instant à leur insu. Comme les données représentent le principal actif de ces sociétés du capitalisme de surveillance, leur valeur estimée devrait figurer à l'actif de leur bilan. Cette disposition réglementaire présenterait un double avantage, celui de rendre plus transparent cet écosystème très opaque, et celui de rééquilibrer les pouvoirs des différents acteurs en son sein. Evaluer équitablement les transactions digitales par un traitement comptable approprié nécessitera des standards de transparence auxquels les sociétés concernées ne sont pas naturellement prêtes à se conformer. Par ailleurs, et pour ce qui est des utilisateurs de ces plateformes, la connaissance récurrente de la valeur de leurs données personnelles mises à disposition, et de son évolution, leur permettra d'apprécier l'équité des services que ces plateformes leur rendent en échange. C'est une des dispositions majeures parmi toutes celles envisagées que doivent prendre les autorités de régulation pour dompter le capitalisme de surveillance.